

Les organisations Syndicales CFDT, CGTR, CFE-CGC, FO, FSU, UNSA, SAIPER, réunies ce mercredi 21 novembre 2018,

Comprennent les revendications légitimes portées par nos concitoyens et qui éclatent en ce moment au grand jour.

Elles rappellent que depuis des années, elles n'ont eu de cesse de mettre en avant ces revendications liées au pouvoir d'achat et à la précarité, de les défendre, de les porter devant les différents gouvernements qui se sont succédés et ce dans le cadre et le rôle qui sont les leurs. Les pouvoirs publics n'ont apporté aucune réponse aux problématiques sociales des Réunionnaises et des Réunionnais à la hauteur de leur espérance et des enjeux pour une amélioration de notre société.

Faut-il rappeler les acquis sociaux obtenus grâce aux luttes menées par les organisations syndicales au cours de ces vingt dernières années (en particulier l'alignement des prestations sociales, du SMIC sur la métropole, le RSTA, la prime COSPAR...).

Lors de notre action du 9 octobre dernier nous avons eu la volonté de construire un large consensus autour de ces revendications. Nous avons souhaité que les problèmes de pouvoir d'achat, de retraites, de logement, de fiscalité soient mis en avant lors de cette journée.

Il est regrettable que les pouvoirs publics aient attendu que notre île s'embrase, pour reconnaître la légitimité des organisations syndicales.

Par ailleurs elles condamnent toutes les exactions commises. Brûler, piller, racketter c'est inadmissible, détruire une entreprise c'est mettre des dizaines de salariés au chômage technique et les rendre encore plus précaires qu'ils ne le sont déjà.

Nos organisations syndicales CFDT, CGTR, CFE-CGC, FO, FSU, UNSA, SAIPER, demandent au gouvernement et au Préfet d'ouvrir le nécessaire dialogue et ce le plus large possible afin de construire une île responsable de son devenir tant social qu'économique. Elles sont prêtes à participer à toute réunion mettant en présence l'ensemble des parties prenantes.